

SHORT NEWS

Royaume-Uni : Europe non, nucléaire oui !

(lm) - « Le gouvernement britannique continue à faire fausse route en matière de politique énergétique », a fait savoir Claude Turmes en réaction à l'annonce du feu vert pour la construction du réacteur nucléaire Hinkley Point C. Pour le député européen vert, il s'agit d'un « investissement mal avisé, lourd de plusieurs milliards, aux frais du contribuable ». Cette décision intervient alors qu'en août, EDF et Downing Street avaient soufflé le chaud et le froid : le groupe français avait donné son accord final, mais le gouvernement britannique avait continué à hésiter. Or ce n'était pas le coût qui inquiétait le gouvernement, puisque la garantie du tarif de rachat exorbitant de 117 euros par MWh en faveur d'EDF est maintenue. L'obstacle n'était pas non plus le danger lié au nucléaire, mais un autre type de « péril jaune » : la Chine, qui détient une partie du capital de Hinkley Point (woxx 1383). Downing Street a d'ailleurs assuré que tout serait fait pour empêcher la mainmise de la Chine sur ce qui est considéré comme un des piliers de l'indépendance énergétique du Royaume-Uni. Toutes les incertitudes ne sont pas pour autant levées : les gouvernements autrichien et luxembourgeois ont en effet porté plainte contre le projet, qui bénéficierait d'aides publiques « incompatibles avec les principes de la libre concurrence », comme le rappelle Turmes.

Snowden, héros plutôt que traître

(da) - Ce pourrait être la dernière occasion d'obtenir la grâce pour Edward Snowden. L'informaticien, ancien employé de la National Security Agency (NSA) américaine devenu lanceur d'alerte, se trouve toujours en Russie. Après avoir révélé la surveillance massive et systématique du monde entier par la NSA, il a été accusé d'espionnage, de vol et d'utilisation illégale de biens gouvernementaux en juin 2013. Il s'était réfugié à Hong Kong dans un premier temps, avant de demander l'asile en Russie. En août 2014, il a obtenu un permis de séjour de trois ans en Russie - jusqu'en août 2017 donc. Le gouvernement américain, lui, maintient ses accusations. C'est la raison pour laquelle Amnesty International vient de lancer une pétition mondiale adressée à Barack Obama pour que la grâce présidentielle soit accordée à Snowden. « Edward Snowden est un héros pour les droits humains », déclare l'ONG. Elle poursuit : « Grâce à son courage, le monde a changé. Il a lancé un débat au niveau mondial, qui a permis de modifier des lois et contribué à améliorer la protection de la vie privée. » La démarche est soutenue par un grand nombre de personnalités publiques. Signez la pétition sous : www.amnesty.org

Fiscalité : le bouclier reste en place

(lc) - Deux réponses à des questions parlementaires rendues publiques cette semaine devraient calmer les éventuelles craintes de ceux qui pensaient que l'État luxembourgeois serait sur le point d'augmenter sa transparence - surtout en ce qui concerne les intérêts étrangers. D'abord, il y a eu le député CSV Laurent Zeimet, qui s'est inquiété du fait que certaines firmes étrangères étaient directement approchées par le fisc de leur pays d'origine, alors que normalement et en vertu des traités de non-double imposition, les administrations étrangères doivent passer par leurs homologues locaux. Le ministre des Finances rassure le bourgmestre de Bettembourg : ces cas seraient rares et l'administration luxembourgeoise entrerait vite en contact avec les dites administrations pour leur rappeler ces accords. En ce qui concerne la fuite de données de clients de la BCEE, une liste acquise par le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie l'année dernière, le même ministre campe sur ses positions : la BCEE aurait lancé une plainte, avoir des clients étrangers frontaliers n'est pas un crime et la banque s'en serait toujours tenue aux lois existantes. Circulez, y a rien à voir !

AKTUELL

RENTÉE SCOLAIRE

Si schwätzen Zukunft

David Angel

Traditionnellement, la rentrée scolaire est l'occasion, pour le ministre de l'Éducation nationale, de présenter les projets à venir. Sauf quand il a déjà épuisé ses munitions avant les vacances scolaires.

La conférence de presse à l'occasion de la rentrée scolaire relève de la tradition. Difficile pour un ministre de l'Éducation nationale de s'y soustraire. Encore plus pour un ministre qui s'appelle Claude Meisch et qui a fait des relations avec la presse l'une de ses priorités. Mais que faire quand l'essentiel a déjà été dit à maintes reprises pour certains sujets ? On change d'emballage et on recommence.



C'est la stratégie qu'a choisie le ministère de l'Éducation nationale en cette rentrée scolaire 2016-2017. Alors que, à quelques points près, tous les chantiers étaient connus - depuis au moins la conférence de presse de fin d'année scolaire (woxx 1383) -, Meisch a tout de même dû se prêter à l'exercice de la conférence de presse de rentrée scolaire.

C'est donc avec un slogan déjà connu, quoique complété par ses soins, que le ministre a entamé l'année scolaire : « Mir schwätzen Zukunft - plus que jamais ». Perfectionner l'accueil de la petite enfance, moderniser l'école fondamentale et l'enseignement secondaire, voilà les grandes lignes, complétées par une sorte de Sainte-Trinité de l'Éducation nationale : « qualité, différenciation, participation ».

Pour ce qui est de la qualité, Meisch annonce un « changement de paradigme ». Alors qu'au sein de l'accueil et de l'éducation non formelle le rôle de l'État se serait, jusque-là, limité à des aspects techniques, les aspects pédagogiques devraient gagner en importance, et ce « de la crèche jusqu'à la maison de jeunes ». Mais les changements ne se limiteront pas à l'éducation non formelle : des efforts ont été faits et continueront

d'être faits pour ce qui est de la formation des enseignants, aussi bien au primaire qu'au secondaire. Ainsi, Meisch a mentionné la création, prochainement à l'université du Luxembourg, du « Luxembourg Center for School Development ».

« Entrepreneurship » à l'école

La « différenciation », mot-clé résumant le mantra « Ennerschiddlech Schoule fir ennerschiddlech Schüler », est, pour Meisch, probablement l'aspect qui lui tient le plus à cœur. C'est avec une certaine fierté qu'il est revenu sur l'ouverture de l'école internationale de Differdange (EIDD), premier pas vers une diversification de l'offre scolaire. Et d'annoncer que des négociations tournant autour de l'« entrepreneurship » à l'école seraient en cours entre le ministère et trois lycées.

« L'école a une mission sociale et ne doit pas s'éloigner de la société » selon Claude Meisch. C'est pourquoi la « participation » a été hissée au rang des deux autres mots-clés. La création d'une représentation nationale des parents d'élèves fait partie des chantiers dans ce domaine. Par ailleurs, on aurait entamé des démarches pour impliquer davantage les élèves en tant que partie prenante de la vie scolaire. L'ouverture d'un centre d'éducation politique (« Zentrum fir politesch Bildung ») devrait, elle, être annoncée dans les semaines à venir.

Pas forcément de quoi satisfaire les syndicats d'enseignants. Ainsi, le SEW a émis des critiques à l'égard de la ligne générale de Meisch le jour précédant la conférence de presse de ce dernier. Ses projets pour l'enseignement seraient néolibéraux et destinés à mettre en concurrence les différentes écoles, mais aussi les différents acteurs de la vie scolaire. Des critiques que le ministre dit « ne pas vraiment comprendre, surtout au vu de la bonne collaboration que nous avons pu avoir avec les syndicats sur certains points ». C'est avec une teinte d'ironie qu'il a conclu : « Après tout, un syndicat ne vend pas de cartes de membre en se montrant indulgent avec le ministre. »